

Vers un système financier international juste
Initiatives des Eglises européennes pour un contrôle démocratique des marchés financiers

Actes d'une Conférence internationale
tenue à Francfort, du 23 au 25 novembre 2000,
organisée par Kairos Europe, en collaboration avec le Conseil œcuménique des Eglises,
l'Alliance mondiale des Eglises réformées et Pax Christi International

Publiée en anglais en 2001 par
Kairos Europe
Hegenichstrasse, 22
D – 69124 Heidelberg
Tel : +49 (0) 6221 712610
Fax : +49 (0) 6221 781183
kairoshd@aol.com
www.kairoseuropa.org

Traduction française de Jo Bock
Kairos Wallonie-Bruxelles
Av. Parc Royal, 2
B – 1020 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 479 96 55
Fax : +32 (0)2 476 06 50
francois.gobbe@belgacom.net

Table des matières

Préface.....	2
I. Contributions des Conférenciers.....	3
I.1. Perspectives et Défis proposés par le Sud	
La Réforme du Système financier international : Prévenir l'Echec. Promouvoir le Progrès	
Patrick Bond, WITS University, Johannesburg, Afrique du Sud.....	3
Les Mécanismes qui suscitent les Crises et les Réactions contre-productives : Point de vue de la Corée	
Chan Keun Lee, Université d'Inchon, Corée.....	
I.2. L'Implication des Eglises	
Le Devoir pour les Eglises de s'engager : A partir d'une Approche économique et théologique	
Bob Goudzwaard, AMER, Pays-Bas.....	
Réflexion	
Wolfgang Kessler, Publik Forum, Allemagne.....	
I.3. Moyens pour arriver à un Système financier juste	
Chances et Limites de la Taxe Tobin	
John Dillon, Coalition œcuménique pour la Justice économique, Canada	
Chances et Limites de la Suppression des Paradis fiscaux : Expériences d'un Point de vue suisse	
Gertrud Ochsner, AFP, Suisse	
I.4. Leçons tirées du Jubilé	
Jubilée 2000 : Quelques Conclusions tirées de trois Années de Campagne	
Jürgen Kaiser, coordinateur de la campagne du Jubilé en Allemagne	
Leçons tirées du Jubilé 2000 / Le Jubilé Sud	
Neville Gabriel, Jubilé Sud, Afrique du Sud	
La Déclaration de Dakar (14 décembre 2000)	
II. Les Conclusions de la Conférence	
III. Prochaines Etapes vers un Jubilé intégral	
Une invitation aux Eglises et aux groupes œcuméniques d'Europe occidentale	
IV. Agenda et Liste des Participants	

La Mondialisation et ses conséquences sociales, politiques, culturelles et économiques pose de nouveaux défis aux Eglises. Après des décennies de dérégulation et de libéralisation, nous voici confrontés à un monde où le fossé entre les riches et les pauvres continue de s'élargir, non seulement entre le Nord et le Sud, mais aussi à l'intérieur de la plupart des pays. La dérégulation des marchés financiers internationaux a joué un rôle majeur dans ce processus de polarisation. En quelques mois, les crises financières ont anéanti des années d'efforts de développement, suscitant chômage et pauvreté. Les gouvernements du monde entier dépendent de plus en plus du verdict des « marchés financiers ». Aujourd'hui, un tiers de la richesse mondiale est détenue par les paradis fiscaux, les centres offshore. Une très grande partie de cet argent est non déclaré, non taxé.

Cette mondialisation néolibérale n'est pas « une nécessité historique », mais avant tout la conséquence d'un projet politique et idéologique. Une solide analyse et critique de la mondialisation devient indispensable, et qui met en question le modèle sous-jacent, dont le fondement est le règne prétendument bénin des forces du marché. En même temps, il devient indispensable de renforcer les alternatives mises en place aux plans national, régional et local.

C'est dans ce contexte que **Kairos Europe, le Conseil œcuménique des Eglises (COE), l'Alliance mondiale des Eglises réformées (AMER) et Pax Christi International** ont organisé **une conférence** pour les membres des Eglises européenne et des organisations œcuméniques. Par cette conférence, les organisateurs voulaient :

- . proposer un espace pour pouvoir échanger sur le sujet, en écoutant les revendications et les défis des gens du Sud ;
- . trouver une stratégie commune pour pouvoir participer au débat sur le nouvel ordre financier mondial – débat largement dominé par les gouvernements occidentaux et les institutions financières internationales ; et
- . définir des points d'ancrage pour des initiatives communes de la part des Eglise en faveur d'un système financier international juste.

La conférence est une partie intégrante du projet de Kairos Europe « Le développement exige un nouvel ordre financier » ainsi que des initiatives prises par le COE et l'AMER à propos de la mondialisation. Elle a relevé le défi posé par le mouvement « Jubilé Sud », qui a recommandé qu'on élabore un Jubilé intégral pour au-delà de l'an 2000. Des millions de chrétiens et des milliers d'Eglises s'étaient impliqués dans la campagne du **Jubilée 2000**, en vue d'obtenir la suppression de la dette des pays les plus pauvres. Cette conscientisation de nos communautés et de nos Eglises ne doit pas s'étioler après l'an 2000. **Le concept de Jubilé inclut bien plus que la suppression de la dette.**

Ces actes vous proposent les exposés des intervenants ainsi que les résultats de la conférence internationale. Les conclusions et nos propositions pour les prochaines étapes se trouvent dans les parties II et III de ces actes. **Nous invitons les Eglises et les organisations œcuméniques à prendre part aux initiatives pour un système financier juste.**

Heidelberg, janvier 2001

Anja Osterhaus

Ulrich Duchrow

Theo Kneifel

La Réforme du Système financier international : Prévenir l'Échec, promouvoir le Progrès (extraits)

Patrick Bond¹

Je suis plutôt du côté de ceux qui freinent l'interpénétration économique entre les pays, que de ceux qui les développent au maximum. Les idées, les connaissances, la science, l'hospitalité, les voyages sont des réalités qui, de part leur nature, devraient être internationales. Mais, chaque fois que cela est raisonnablement et facilement possible, que les produits soient « faits maison », par-dessus tout, que les finances soient essentiellement nationales.

John Maynard Keynes, 1933²

Introduction

Il est indispensable de confronter deux types de réformes que l'on propose pour corriger le désordre financier international :

- . celles qui augmentent le pouvoir des institutions et des flux financiers, dans le contexte d'une crise économique qui s'étend et de mécanismes inefficaces de réaction à cette crise ; et
- . celles qui réduisent le pouvoir de l'élite mondiale, et par contre nous renforcent, nous autres, en proposant la possibilité d'un progrès social fondé sur :
 - la restauration de la souveraineté nationale/régionale sur les flux financiers ;
 - le renforcement de la démocratie dans le processus de la redistribution des richesses ;
 - et
 - l'instauration de mécanismes d'évaluation détaillée et complète, qui intègre les coûts et les profits des différents modèles de développement ainsi que des finances consacrées au développement.

De ces deux types de réforme – « la leur » et « la nôtre » - il nous faut repérer, entretenir et développer les ingrédients fondamentaux : le militantisme et la défense de la cause. La première partie de cet exposé décrit la crise économique sous-jacente au désordre financier, et les dangereuses propositions de correction avancées par les élites nationales et mondiale ; la deuxième partie aborde les contours de la résistance (et le débat de fond entre radicaux et modérés) ; et la troisième propose des éléments d'une réforme financière réaliste, indispensable pour stopper la dégradation socio-environnementalo-économique, et qui par contre fait place à des solutions qui viennent de la base.

Comme pour les autres domaines d'économie politique, l'issue du débat sur la réforme du système financier international n'est pas prédéterminé. Mais il est fonction du résultat d'un rapport de forces. Les Eglises progressistes d'Europe, rassemblées ici, sont des agents idéalement situés pour influencer ce résultat. Depuis longtemps, le mouvement progressiste international fait mémoire de vos interventions en faveur de la justice sociale (par vos stratégies anti-apartheid, p.ex.), de votre souci de voir restaurer les valeurs humaines et écologiques et l'emporter sur le profit, ainsi que de votre capacité d'influencer le discours de l'homme de la rue, et, à travers lui, de l'élite européenne. Le fait que les mouvements progressistes européens rattachés aux Eglises vont unir leurs stratégies avec les progressistes du tiers-monde, comme ceux du mouvement « Jubilé Sud », ne peut que renforcer les organisations soucieuses de progrès social. C'est pourquoi je vais vous soumettre une analyse structurelle du pourquoi et du comment ces forces progressives peuvent utiliser la crise internationale persistante, pour faire en sorte que les finances destinées au développement soient utilisées non pour détruire, mais pour servir les populations et de l'environnement.

¹ L'auteur est assistant à l'Université de Witwatersrand Graduate School, où il enseigne le management public et de développement, il est également chargé de recherche à l'Alternative Information and Development Centre (<http://www.aidc.org.za>).

² J.M. Keynes, 'National Self-Sufficiency', *Yale Review*, vol. 22, n° 4, p. 769.

1. La Crise et la Délocalisation de la Crise : Les limites des Réformes concoctées par l'Elite

Elles sont nombreuses les étapes qui jalonnent l'accumulation du pouvoir, qui est responsable de la terrible dégradation qui a affecté le globe au cours des dernières décennies, qui place les forces du marché et le profit loin devant la satisfaction des besoins élémentaires, et qui, dans la plupart des pays africains p.ex., a ramené le revenu par tête d'habitant à ce qu'il était il y a plusieurs décennies. Après sa transition politique qui tient du miracle, même l'Afrique du Sud a dû constater le déclin persistant du revenu par tête d'habitant jusqu'au niveau de celui atteint en 1962.

L'émergence d'une philosophie et d'une idéologie de l'économie de marché, sous-jacentes à la mondialisation, a été déterminante, comme Susan George l'a démontré avec force.³ Le « néolibéralisme » - appelé plus tard « le consensus de Washington »⁴ à cause des structures de libéralisation du marché mises en place par les institutions géographiquement voisines que sont le FMI, la Banque mondiale, le Trésor américain, la Réserve fédérale, et les diverses commissions financées par les banques – est apparu pour la première fois comme système politique au début des années 1970.

L'impression qu'il nous laisse est celle d'une corde économique autour du cou du monde à bas revenu, chaque nœud serrant plus fort et creusant plus profondément : les Chicago Boys qui étranglent le Chili à partir de 1973 ; le FMI qui dicte la politique macro-économique de l'Angleterre dès 1976, avant même la Thatcherisme ; le règne brutal de Paul Volcker à la Réserve fédérale, qui stoppe l'inflation par des hausses dramatiques des taux d'intérêt (le catalyseur de la crise de la dette du tiers-monde), suivi de peu l'attaque virulente de Ronald Reagan contre les syndicats et les allocations sociales ; la dure réaction du FMI face à la banqueroute du Mexique en 1982, reconnaissant de ce fait à Washington la capacité d'imposer des « ajustements structurels » ; et l'austérité qui a accompagné les crises des années 1995-99 des « marchés émergents » au cours desquelles on a accordé des cautions sans précédent aux banquiers investisseurs.

Un papier interne à la Banque mondiale et ayant pour auteur un de ses membres résume fort bien l'agenda de Washington :

Le modèle le plus englobant qui sera choisi pour intégrer l'économie dans les marchés internationaux... doit avoir pour objet d'éviter que les fournisseurs de biens non commercialisables et les ouvriers ne s'approprient des dividendes. C'est-à-dire que les salaires réels doivent rester bas, de sorte que les profits excédentaires s'ajoutent au capital... En réalisant tous ces projets, il faudra développer une étroite alliance entre le gouvernement et les agents privés.⁵

Mais le problème est bien plus profond que l'idéologie néolibérale ou les techniques internationales de management économiques auxquelles on recourt pour redistribuer les richesses – 'les profits excédentaires' – des pauvres vers les riches, des producteurs vers les financiers, du Sud vers le Nord. **Pour découvrir le problème économique fondamental de la fin du XXe siècle**, il faut tenir compte du fait qu'on a inondé le marché de produits industriels et de consommation (la surproduction), qu'on a augmenté la compétition à l'échelon de la planète et que les profits du secteur productif (contrairement au secteur financier/commercial) ont chuté dans l'ensemble des pays industriels, lesquels ont réagi de manière diverse. Cette crise rampante a longtemps été circulé et a été retenue, de sorte que ses pires effets ont été déplacés vers les populations et les environnements les moins aptes à résister. De ce fait les systèmes financier et

³ Susan George, 'A Short History of Neoliberalism', in W. Bello, N. Bullard et K. Malhotra, éd., *Global Finance : New Thinking on Regulating Speculative Capital Markets*, Londres, Zed, 2000.

⁴ L'expression a été inventée par J. Williamson (1990), 'The Progress of Policy Reform in Latin America', *Policy Analyses in International Economics*, Washington, DC, Institute for International Economics. En février 2000, un Michel Camdessus aux abois, dans son discours d'adieu en tant que directeur du FMI, a réfuté : « Je n'ai jamais signé de Consensus de Washington ».

⁵ Manuel Hinds, *Outwards vs Inwards Development Strategy : Implications for the Financial Sector*, Washington, DC, Banque mondiale, 1990, pp. 15-17.

commercial internationaux se sont empressés de réorganiser nos rapports géographiques et temporels, et de provoquer une intense dégradation de l'environnement.

Les limites de « leurs » réformes ont été dénoncées à plusieurs reprises. Même si de nombreux observateurs (y compris George Soros) ont pu déclarer que la volatilité des finances internationales a diminué après la reprise de la croissance en Asie de l'Est dès 1999, il y a une multitude de contre-exemples qui nous suggèrent que **le désordre des finances international reste préoccupant** : l'euro (qui a diminué de 25% par rapport au dollar depuis son lancement en 1999) ; les prix du pétrole (qui ont grimpé de plus de 200% depuis 1999) ; et la valeur des actions américaines de haute technologie (réduite de 40% en quelques mois en 2000). Ceci représente de gigantesques flux et reflux de capitaux en recherche de profit. Parmi les victimes se comptent des sociétés importantes (en deux mauvaises journées, les actions Intel et Apple ont perdu respectivement 100 milliards de dollars et 50% de leur valeur) et de riches individus (en quelques semaines, la richesse personnelle de Bill Gates est passé de quelque 100 milliards de dollars à moins de 60 milliards). Mais les stratégies qui nous occupent deviennent toujours plus néfastes : accentuant encore l'oppression des bas revenus et notamment des groupes les plus vulnérables, ainsi que la dégradation de l'environnement.

Le dernier quart de siècle devrait nous enseigner une bonne leçon de stratégie. Si le pouvoir des banques internationales est parvenu à faire glisser les coûts de la crise sur le compte des ouvriers, des pensionnés, des paysans, des femmes et de l'environnement du Sud, c'est grâce au rôle crucial joué par **le FMI et la Banque mondiale, qui ont politiquement et financièrement amorti les mauvais résultats des banques**. De plus, la géopolitique a évolué au cours de cette période : en effet, le gouvernement américain a réagi aux soulèvements des années 1960-70 dans le Sud, en imposant de lourdes défaites au cours des années 1980 aux mouvements révolutionnaires, alors fort actifs (Nicaragua, El Salvador, Afrique australe, Iran), en ce compris les pressions exercées par le FMI et la Banque. Les défaites subies par l'opposition progressiste comprennent la suppression de centaines de manifestations anti-FMI, souvent spontanées, qui étaient la réaction locale aux programmes d'ajustement structurel du début des années 1980. Au Pérou, en Bolivie, au Brésil et en Argentine, **une douzaine de grandes manifestations urbaines anti-austérité** ont été organisées au cours des années 1980 ; des protestations répétées se sont déroulées dans des villes du Chili, d'Equateur, des Philippines, du Zaïre d'alors, de Zambie, de Jamaïque, du Maroc, du Soudan et de la République Dominicaine ; au Venezuela, en 1989, les forces de sécurité ont tué plus de 600 (? ? sic) personnes qui participaient à une manifestation anti-FMI ; et dans des dizaines d'autres pays, il y a eu des incidents isolés. Au début des années 1990, ces pays ont été rejoints par l'Inde, l'Albanie, le Népal, l'Iran, la Côte-d'Ivoire, le Niger et le Zimbabwe, où d'importantes manifestations anti-FMI ont éclaté.

Bref, par leur réforme partielle du système international, le FMI et la Banque, appuyés par l'OMC, sont parvenus à faire endosser les coûts de la crise par les populations et l'environnement du Sud. Ils ont cautionné les investisseurs du Nord. Et ils ont imposé l'utopie néolibérale d'une croissance stimulée par les exportations, grâce au blocage des salaires et à la réduction du minimex. **En restreignant la souveraineté des Etats**, ils avaient pour objectifs la suppression du contrôle des capitaux, du contrôle national des finances, de la protection du commerce, des stratégies pro-actives de développement industriel, d'une fiscalité progressiste, de l'Etat-Providence et de la plupart des allocations sociales.

Mais aucune de ces réformes n'a abouti, et la volatilité financière persistante montre que la profonde crise structurelle n'a pas trouvé de solution. Malgré d'immenses progrès technologiques et des systèmes de contrôle du travail hautement sophistiqués, aucun nouveau « régime post-fordiste d'accumulation » n'est apparu à l'horizon, pour lancer un nouveau round de croissance généralisée, comme, d'après certains, le Fordisme, piloté par les Américains, l'aurait relancé, d'après certains, après les dévaluations, sanctionnées par la Grande Dépression et la Deuxième Guerre mondiale. Et comme le déplacement des crises ne remplace pas une restructuration radicale, on ne doit pas s'attendre à une solution valable du problème persistant

de la surproduction. Il est évident que les élites ne recherchent plus de solution systémique, elles ont choisi de se cautionner les unes les autres.

2. Le Monde contre Washington : Convergences et Conflits

Chaque fois que, depuis 1979 environ, Washington a resserré la pression sur l'Afrique et le tiers-monde en général, les souffrances infligées à la population ont suscité sa résistance. Au cours des deux premières décennies, celle-ci s'est notamment exprimée sous la forme de manifestations anti-FMI. A la surprise générale est degré similaire de colère et de protestation est apparu dans le Nord (en plus de localité où cela était prévisible, comme le Sud et le Centre de Los Angeles, souvent considérés comme faisant partie de « l'ensemble du Sud »). Avec de plus en plus de vigueur, les manifestations ont visé les centres nerveux du système financier et commercial international, dans des villes comme Seattle, Washington et Prague. Le fait que des dizaines de milliers de personnes puissent, **en tant que mouvement**, se regrouper avec l'intention de perturber les réunions du FMI, de la Banque mondiale ou de l'OMC a sans doute été écarté dans les années 1980-90 comme une rêverie de gauchistes, mais il est brusquement devenu réalité, non seulement au Nord (qui attire de façon disproportionnée l'attention des médias), mais dans le monde entier, pendant les mois qui ont suivi Seattle, d'Equateur à Davos, de Thaïlande à l'Afrique du Sud.

Le mouvement anti-mondialisation a acquis le droit de s'appeler ainsi, non seulement parce que des foules ont participé à des actions dans le Nord, mais parce qu'elles vibrent face à des luttes encore plus importantes, souvent non couvertes par les médias, luttes organisées, qui se déroulent dans le reste du monde, y compris en Afrique. Qu'elles aient lieu dans des villes perdues du tiers-monde ou dans les centres du commerce mondial, de plus en plus ces luttes se recourent, parce qu'elles affrontent en fait les mêmes adversaires : les institutions et les représentants du capitalisme néolibéral – mondial, régional, national ou local. C'est pourquoi le terme même d'« anti-mondialisation » pour caractériser le mouvement est quelque peu ridicule, étant donné la mobilité internationale des militants, la diffusion de la culture et de la technologie, les progrès dans les moyens de communication et de transport, ainsi que l'intégration économique, qui offrent aux militants autant d'objectifs partout présents, partout contestables. Toutes ces caractéristiques sont des conditions indispensables qui favorisent la vague actuelle de contestation.

Même si aujourd'hui (novembre 2000), il est trop tôt pour pouvoir affirmer avec certitude que la « non-marchandisation » des produits et services de base, le respect de l'identité des peuples et des cultures indigènes, l'accès aux richesses sans discrimination de race ou de genre, et la reconnaissance de l'intégrité écologique devraient être autant d'éléments essentiels de tout programme politique qui serait élaboré par la suite. Il n'en est pas moins évident qu'à partir d'un patchwork de diverses luttes un formidable mouvement pour la justice sociale s'est constitué et qui se donne pour objectifs de construire des relations internationales, de défendre un projet politique (des revendications socio-économiques bien concrètes), de renforcer le pouvoir local, et de lutter pour qu'on instaure des processus démocratiques au plan national, qui permettent de surmonter les barrières érigées tant par les bureaucrates nationaux que par les bureaucrates financiers de Washington.

Je voudrais souligner ici que l'Afrique n'a pas été ignorée, « marginalisée » par rapport à la mondialisation, elle était même au cœur de l'action. En effet, de nombreux groupes africains s'étaient dit que **s'attaquer à l'OMC, au FMI et à la Banque** était une saine stratégie pour rassembler le mouvement à l'échelle internationale, de sorte que ses diverses composantes étaient plus libres et plus puissantes pour pouvoir réaliser leurs projets locaux. Nullement gênés, à ce stade, par l'ambition typiquement politicienne de conquérir le pouvoir, les cadres du mouvement devront sans doute attendre de meilleures conditions pour se lancer dans une aventure électorale ou prôner la révolution dans leur pays (à l'échelon national, provincial ou municipal). Une fois arrivés à ce stade, ils auront à se souvenir que les réformes radicales

impulsées d'en haut doivent toujours aller de pair avec des pressions démocratiques de la part du monde ouvrier, des communautés et de leurs organisations de base. Telle est la leçon qui ressort de la lutte sans doute la plus en pointe en Afrique, à savoir au Zimbabwe, où les stratégies de l'opposition politique (le Mouvement pour le changement démocratique) et de la société civile pouvaient tout aussi facilement diverger que converger, selon que les discours passaient des droits politiques largement concédés à la redistribution socio-économique.

De même à l'échelle de la planète, s'est produit un retournement : de rencontres d'ONG où l'on discourait d'éventuelles réformes de la Banque et du FMI, on est passé à un militantisme radical. Avant 2000, le bien-fondé de la suppression du FMI et de la Banque n'entraînait pas en ligne de compte.

A la base, les militants les plus radicaux ne se contentaient plus d'être la main ou le pied, mais voulaient aussi être les yeux, les oreilles et le cerveau du mouvement. Par conséquent, des luttes scientifiquement préparées contre les centres de pouvoir de la finance internationale réapparaîtront avec des confrontations probablement encore plus rudes. La réunion de Prague ayant été perturbée, Wolfensohn s'est tout de suite interrogé publiquement, s'il sera possible – et prudent – étant donné l'obstination des militants, d'organiser encore de telles réunions à l'avenir.

Mais la stratégie du mouvement ne consiste pas seulement à rassembler un grand nombre de personnes à l'extérieur des lieux de réunions des plus hauts bureaucrates. C'est **l'approfondissement de son analyse politique** qui laisse la plus forte impression. C'est ainsi que, en Avril, à Washington, les grandes organisations – les syndicats, les grandes organisations environnementales et les ONG de développement – n'ont pas pu ne pas se rendre compte que les actions, qui attaquaient le FMI et la Banque avec le plus d'agressivité, étaient celles qui de loin attiraient le plus de participants au cours de la semaine de protestation. L'objectif visé et la réunion parallèle organisée par « Mobilization for Global Justice » (Mobilisation pour la justice dans le monde) ont parfaitement exprimé les intentions profondes de ce mouvement qui s'étend. En contraste avec la circonspection convenue, l'invitation à « Défoncer le Fonds, Briser la Banque et Brader la Dette » l'a largement emporté sur l'invitation bien plus faible de « Jubilee 2000 USA » pour une réduction limitée de la dette à certaines conditions. La même approche radicale s'est exprimée à Prague, lors du fameux débat du 23 septembre au château, où Wolfensohn, Horst Kohler, directeur exécutif du FMI, et le président de la séance, le ministre sud-africain des finances, Trevor Manuel, ont été incapables de dissuader d'importants intervenants de maintenir leur appel pour l'abolition de la dette.

Bref, comme déjà annoncé, les réformes des FMI/Banque avancées par la première génération d'ONG n'ont pas abouti, de valables réformateurs (tels que Stiglitz) ont été remerciés ou sont partis dégoûtés. La manœuvre par laquelle Wolfensohn comptait pacifier les manifestants – l'annonce, en octobre 1999, d'Etudes sur la Stratégie de la Réduction de la Pauvreté (ESRP), qui devraient déterminer l'action future des FMI/Banque dans les pays en développement – s'est révélé un échec en mai 2000. D'après le rapport d'une ONG, à propos du principal projet pilote de l'institution : « Le représentant permanent du FMI en Bolivie a fait remarquer que, bien que l'ESRP prendra en compte les revendications de la société civile, les objectifs macro-économiques fixés par le gouvernement bolivien n'étaient nullement négociables... Ceux qui ont présenté le modèle macro-économique n'ont pas répondu correctement aux questions des auditeurs qui demandaient en quoi leur approche différerait finalement de celle du passé. »⁶

3. L'Afrique a-t-elle besoin de Washington ? La Question – et les Opportunités – pour une Réforme radicale des Finances internationales

« Sans les institutions financières internationales, la situation des pays pauvres serait encore pire », a souligné Trevor Manuel, à Prague lors du débat FMI-Banque / ONG, en septembre

⁶ Kathleen Selvaggio et Daniel Deng, 'Impressions of WB/IMF PRSP Training', email, Catholic Relief Services, 11 mai 2000.

2000. C'est, de fait, l'argument de fond auquel recourent tous les défenseurs des institutions de Bretton Woods : les pauvres pays africains n'avaient pas accès au marché privé des capitaux, les Banque-FMI étaient donc des sources indispensables de financement en devises fortes.⁷ On peut faire plusieurs réponses techniques à pareille affirmation, elles sont présentées plus bas. Mais il est plus important de voir ce que les organisations de base impliquées dans le débat ont répondu.

Beaucoup d'arguments peuvent être glanés des luttes sociales associées aux campagnes locales. P.ex., en juin 2000, lorsque la EximBank a proposé aux pays africains un prêt d'un milliard de dollars (au taux du marché, 7%, remboursable en dollars) pour pouvoir importer des médicaments anti-sida, mais des organisations africaines (notamment South Africa's Treatment Action Campaign) ont recommandé à leurs Etats de rejeter la proposition et d'importer par contre des médicaments génériques, semblables, de pays tels que la Thaïlande, l'Inde ou le Brésil, pour à peine 5% des prix américains.

Un autre exemple nous est donné par les campagnes pour le rapatriement des milliards placés par le dictateur nigérian dans des fonds pillards de banques suisses ou londoniennes : ainsi la « Déclaration de Lusaka », signée en mai 1999 par les grands mouvements sociaux et organisations ecclésiales africains, engagés dans la problématique de la dette, l'Africa Trade and Development Network, établi à Accra, etc.

L'important n'est pas que ces réseaux et d'autres (axés sur le travail, l'équité face aux problèmes de santé, l'environnement) ont publié de fortes déclarations, mûrement réfléchies, nettement post-nationalistes, au sujet de la dette, du commerce et des exploitations qui en découlent. Ce qui est probablement plus intéressant, c'est qu'au lieu de travailler uniquement par des circuits propres aux ONG, ils associent de plus en plus à leur travail des actions militantes sur la place publique.

Nous pouvons conclure à **un double défi pour ceux qui veulent développer le progrès social** : 1. la nécessité de faire la critique du Consensus néolibéral de Washington comme un pur spécimen de la doctrine de l'économie de marché, avec tout ce que cela comporte ; et 2. la nécessité de se donner pour objectif universel les institutions multilatérales, qui sont les centres névralgiques de commande/contrôle pour soumettre au libéralisme la plus grande partie de la planète. D'après Arrighi et alii, le défi le plus sérieux au camitalisme néolibéral se présente lorsque « des mouvements populaires unissent leurs forces par-dessus les frontières (et les continents) pour demander à leurs représentants politiques respectifs d'abroger, au sein du système inter-étatique, les relations à travers lesquelles s'exerce la pression. »⁸

Le fait, cette stratégie est la bonne, les manifestations de Seattle, de Washington et d'ailleurs ont contribué à briser le verrou du plus important moyen de répression : la conviction qu'il n'y a rien à faire. Au cours des prochains mois, non seulement les grandes réunions des grands décideurs seront un lieu de tourment pour l'élite mondiale, mais la coordination va encore s'intensifier à l'échelle de la planète, en vue de renforcer « les réformes abolitionnistes » qui réduisent le pouvoir et les ressources des institutions internationales (en bloquant le rôle de la Banque mondiale dans la privatisation de l'éducation, en réduisant à néant inconsideré, tel le gazoduc Tchad-Cameroun, en déconnectant la réduction de la dette de la politique des FMI/Banque, et en séparant l'aide et le crédit international de cette même politique. Décommissionner les institutions de Bretton Woods grâce à une stratégie de masse populaire, qui vise à supprimer les fonds, est le point culminant de cette attaque. Cette lutte est déjà en cours, non seulement en faisant pression sur les parlements pour qu'ils rejettent les demandes périodiques de recapitalisation (cautionnement) de la part de Washington, mais, plus efficacement encore, en boycottant les Bonds de la Banque mondiale, et ce en contestant le

⁷ Manuel cité dans Kagarlitsky, 'Prague' ; voir aussi ses arguments dans le film documentaire 'Two Trevors go to Washington' (<http://go.to/two.trevors>).

⁸ Giovanni Arrighi, Terrence Hopkins et Immanuel Wallerstein, *Anti-Systemic Movements*, Londres, Verso, 1989, p. 74. Cette stratégie contraste fortement avec l'approche la plus récente des systèmes mondiaux en vue de construire l'Etat-monde, voir Terry Boswell et Chris Chase-Dunn, *The Spiral of Capitalism and Socialism*, Boulder, Lynn Reiner, 1999.

classement AAA de ces bonds par des campagnes de désinvestissement du style anti-apartheid. Des municipalités, des Eglises, des fonds de pension, des fondations universitaires et des individus dans les investissements comporte une composante de portefeuille international demandent désormais à leur banquier d'éviter d'acheter des Bonds de la Banque, dont la baisse en valeur, si la stratégie s'étend, amènera de toute façon les banquiers à boycotter la Banque, ne serait qu'à cause de leur responsabilité fiduciaire.⁹

4. Conclusion : Prévenir l'Échec. Promouvoir le Progrès

Le problème du financement d'une forme plus appropriée de développement se réduit malheureusement souvent à une questions de priorités. Or, les priorités concernant les dépenses nationales, la structure du système financier, ou d'autres flux de richesses, sont typiquement fixées par les riches, ceux établis dans les centres financiers internationaux ou locaux, des hommes au teint clair, qui n'ont guère de contact avec les masses. Les finances destinées au développement sont largement déviées, au Nord comme au Sud, par l'inquiétante croissance des inégalités dans le monde. Le problème n'affecte pas seulement les pays à revenu moyen, dont la monnaie est périodiquement attaquée par des spéculateurs, mais aussi les pays à bas revenu, où la grande majorité des citoyens continuent être privés des investissements qui permettraient de satisfaire leurs besoins élémentaires.

Une initiative de l'African National Congress (Afrique du Sud) nous montre comment fonctionne le débat entre emprunts internationaux et mobilisation des finances nationales : en 1994, l'ANC a voté le Reconstruction and Development Programme (RDP) qui comportait l'engagement suivant : « Le RDP ne pourra recourir à de nouvelles dettes internationales uniquement pour les éléments du programme susceptibles d'augmenter notre capacité d'acquérir des devises étrangères. » Le RDP rejetait les emprunts en devises fortes parce qu'il redoutait une augmentation des coûts pour rembourser la dette internationale, lorsque la monnaie nationale aura baissé, et parce qu'il craignait qu'on utilisât les devises fortes **non** pour lancer des projets de formation, mais pour a) rembourser la dette illégitime de l'apartheid, b) importer des biens de luxe destinés aux riches (blancs pour la plupart), et c) remplacer les ouvriers par de la technologie inappropriée, importée, qui accroît la dépendance et tue l'emploi. (Comme d'autres, cet engagement du RDP n'a pas été tenu, mais c'est l'argumentation qui est intéressante ici.)

Ce principe, conforme à la philosophie de Keynes, peut-il être généralisé ? Même si, à travers le monde, les populations concernées n'ont pas été suffisamment consultées, il vaut la peine d'étudier quels seraient les fondements d'une alternative centrée sur la mobilisation de ressources financières « avant tout nationales ». La liste qui suit n'est pas un programme d'action, mais a été sélectionnée à partir diverses pratiques et revendications de luttes sociales **pour parvenir à la démocratisation des finances :**

- . la démocratisation des finances étant un processus irrégulier, la collaboration des leaders sociaux/syndicaux est indispensable, de plus, il faut pouvoir s'appuyer sur des systèmes d'épargne/crédit contrôlés par les associations/monde ouvriers ;
- . les besoins locaux de développement élémentaire, qui ne demande pas de technologie étrangère, doivent être payés en monnaie locale ;
- . il faut rétablir le contrôle des capitaux, pour permettre aux Etats d'adopter des politiques favorables aux pauvres, sans devoir craindre que les riches ne retirent leurs capitaux ;
- . une transparence plus grande devrait aller de pair avec les flux des ressources financières ;
- . il faut réinstaurer des banques publiques, non pour que l'élite les gère, mais parce que les capitaux proposés par le marché sont terriblement irréguliers ;
- . l'Etat devrait être plus agressif en développant les fonds assignés à un projet, des subsides aux taux d'intérêts et une politique industrielle dynamique ;
- . pour faciliter l'accès au système financier, l'Etat devrait imposer aux banques privées une législation en faveur de l'investissement dans les biens sociaux ;

⁹ Outre son radicalisme sans compromis, le site web de la campagne se caractérise par l'impressionnante diversité d'approbations internationales et de catalyseurs actifs dans le Sud : <http://www.worldbankboycott.org>

. des taxes devraient être prélevées sur toutes les actions, notamment sur les institutions d'épargne à long terme (fonds d'assurance ou de pension), afin de rediriger les investissements spéculatifs vers les moyens de production ;

. démocratiser la banque centrale, afin que la politique monétaire ne soit pas dictée par des bureaucrates non élus, contrôlés principalement par le secteur bancaire privé.

Si les mouvements progressistes du Sud adhèrent généreusement à ces stratégies, tactiques et instruments institutionnels, et si l'on peut montrer que suffisamment de capitaux peuvent être levés grâce à ces mesures, et que par là les flux de capitaux (exceptés ceux de l'aide au développement) seront stoppés, alors se présentera un menu encore plus copieux d'actions militantes :

. la dette du tiers-monde devrait être supprimée une fois pour toutes, sans conditions liées à la philosophie du Consensus de Washington (quoique avec des conditionnalités liées aux initiatives des sociétés civiles respectives) ;

. les paradis fiscaux devront être fermés, pour éviter la fuite des capitaux, et les investissements étrangers dans le secteur bancaire du Sud devront être retirés ;

. les institutions de Bretton Woods devront être supprimées, à cause de leurs mécanismes inappropriés de financement, leur incapacité de se réformer, et parce qu'il faut utiliser leur capital pour pouvoir supprimer la dette ;

. on mettra sur pied des systèmes de redistribution (sous forme de dons) de fonds du Nord vers le Sud – grâce, p.ex. à une taxe anti-spéculation, genre taxe Tobin.

Ces mesures libèreraient l'espace pour un type de contrôle national des finances, qui permettrait au développement de se réaliser de façon plus équitable et plus durable. Comment y arriver ? Une formule utile serait : déconstruction au plan mondial et reconstruction au plan national. Pour pouvoir réaliser le développement, les Etats ont besoin de liberté de manœuvre loin de la botte du capitalisme financier international. C'est pourquoi les luttes populaires n'ont pas cessé : grèves massives, notamment dans le Sud, mais aussi au Canada (1995 et 96), en France (1995), en Grèce, en Italie, en Espagne (1996), en Belgique (1997). Et le désastre économique néolibéral s'est encore accentué dans les années 1998-99.

Concernant la reconstruction au plan national, il y a plusieurs chemins. Vous tous, réunis pour cette conférence préférez sans doute les stratégies proposées par la base, plutôt que les solutions autoritaires à la Mahathir Mohamad. La combinaison solutions venues d'en haut et initiatives de la base, choisie par le peuple vénézuélien est parmi les stratégies actuelles les plus avancées ; il en va de même de nombreuses sociétés civiles progressistes qui affirment la possibilité de peser efficacement sur les projets de réforme financière, même lorsqu'on n'est pas au pouvoir. Celles de Corée, des Philippines, d'Indonésie, de Thaïlande, d'Inde, d'Afrique du Sud, du Brésil, d'Argentine, de Colombie et du Mexique ont beaucoup attiré l'attention du mouvement mondial.

Ce ne sont là que quelques idées et suggestions, sans doute utiles, pour nous faire passer d'une situation totalement insatisfaisante vers un monde plus conforme aux valeurs et aux initiatives des Eglises européennes progressistes. J'espère que mon argumentation a été claire et que, enrichie par celle de mes collègues ici présents, elle quitte finalement le champs académique de la discussion et se transforme vraiment en plan d'action.

Les Mécanismes qui suscitent les Crises et les Réactions contre-productives : Point de vue de la Corée (extraits)

Chan Keun Lee, Université d'Inchon, Corée

Je voudrais traiter deux questions : deux questions apparemment séparées, mais liées quant au fond. Première question : **qu'est-ce qui ne va pas avec les structures financières internationales actuelles ?** Comme vous le savez, le monde a connu plus de 150 crises monétaires et financières semblables au cours des vingt dernières années. Malgré leur solide infrastructure financière, de nombreux pays européens n'ont pas été épargnés, comme ce fut le cas au Royaume-Uni en 1992, ou dans les pays nordiques au début des années 1990, etc. Ce qui veut dire que nous ne pouvons pas attribuer la cause de ces crises répétées uniquement à la faiblesse interne des pays affectés. Il nous faut fouiller dans **les conditions externes des mécanismes qui suscitent les crises**. Il nous faut saisir la nature précaire innée des finances internationales.

La seconde question est : quelles sont **les conséquences des programmes anglo-américain de réforme** sur les possibilités de développement des pays moins développés. Chaque fois qu'une crise monétaire se produit, le FMI intervient aussitôt pour imposer systématiquement des solutions stratégiques américaines. Ils insistent pour que les pays affectés par la crise adoptent des réformes anglo-américaines, néolibérales, dictées par le marché. Mais ce qui en est résulté en Amérique latine au cours des vingt dernières années et plus récemment en Asie de l'Est est étonnamment destructif : diminution des possibilités de croissance, accroissement des disparités sociales et dégradation de la souveraineté économique.

C'est pourquoi, il nous faut travailler dur pour trouver des solutions alternatives qui libère le monde des crises répétées, et pour élaborer un nouveau modèle de développement pour les pays moins développés, en lieu et place de la domination des dogmes anglo-américains.

1. Qu'est-ce qui ne va pas avec les finances internationales actuelles

Trois importantes et conséquentes caractéristiques de la finance internationale forment aujourd'hui **un dangereux triangle** qui déclenche sans cesse des crises. Il s'agit de **l'accumulation de capital financier dans les pays développés, l'intégration des marchés financiers des pays moins développés dans le marché financier mondial, et un recours agressif aux technologies de l'information dans le domaine de la finance**.

L'évolution, au cours des dix dernières années, de l'index de la Bourse de New York, le Dow-Jones Industrial Average, est l'exemple le plus indiscutable de la croissance exponentielle du capital financier. Il atteint aujourd'hui les 10.000 points, soit cinq fois plus qu'il y a dix ans, une croissance de 500 % en dix ans ! Par contre l'économie réelle des Etats-Unis n'a crû, en terme de PIB, que de 3 % par an, soit seulement de 30 % au cours de la même période. N'est-ce pas consternant ?

Deux raisons principales expliquent ce profond écart entre l'économie financière et l'économie réelle. Le premier facteur est **la disparité de revenus entre les riches et les pauvres**. Où est le lien entre cette disparité de revenus et l'expansion foudroyante de l'économie financière ? La disparité de revenus doit nous inquiéter, parce qu'elle est **à l'origine d'un manque de demande effective**. En effet, les pauvres ne peuvent pas acheter de voiture, p.ex., parce que leur pouvoir d'achat est insuffisant ; par contre les riches n'achètent pas autant de voitures qu'ils pourraient se payer, parce qu'ils n'ont pas besoin d'autant de voitures. A cause de ce manque de demande effective, la plupart des grandes sociétés hésitent à investir dans des usines ou de l'équipement. Elles sont désorientées : que faire avec ce surplus de capitaux ? Avec

comme résultat, que d'énormes surplus de capitaux sont déversés sur le marché financier, et créent des bulles financières dans les économies développées.

Par ailleurs, il ne faut pas négliger le nombre croissant de personnes âgées. A leurs yeux, tant le système de pension nationale que le système de pension complémentaire ne sont pas totalement fiables. Pour assurer leur avenir, tous prennent une part non négligeable de leurs revenus ou parfois s'endettent pour pouvoir investir dans un portefeuille d'actions.

C'est surtout pour ces deux raisons que le capital financier ne cesse de s'étendre dans les économies développées. Cet animal fuyant, **le capital** a ses caractéristiques propres. Il **n'aime pas les régulations**. Vous le savez, depuis la fin des années 1980, les pays affectés par la crise ont ouvert leur marché des capitaux, non pas de leur propre initiative, mais pour répondre aux exigences unilatérales, égocentriques, des Etats-Unis. Au milieu des années 1980, les Etats-Unis étaient dans une spirale descendante en terme de vigueur économique. Il leur fallait un plan stratégique pour pouvoir rebondir. Ils ont mis au point un nouveau schéma, dont l'aboutissement fut l'Uruguay Round, qui avait pour objectif de libéraliser le commerce agricole, d'instaurer des droits de propriété intellectuelle nettement délimités, et d'ouvrir les marchés financiers dans le monde entier. Les Etats-Unis ont visés plus particulièrement ces trois secteurs, parce qu'ils y étaient indéniablement les plus compétitifs. C'est dans ce contexte que les marchés des capitaux du Mexique, de Corée, de Thaïlande, d'Indonésie, de Malaisie et de Russie ont été forcés à s'ouvrir, de ce fait, le libre afflux de capitaux spéculatifs les a tous plongés dans une crise financière. La libéralisation forcée des marchés des capitaux, associée à l'accumulation d'un énorme capital financier, a été la cause principale du récent effondrement de nombreux pays du monde moins développé.

Le dernier facteur du dangereux triangle sont **les progrès des technologies de l'information**. Intensément utilisées dans le secteur financier, ces technologies amènent la vitesse des transferts monétaires à la hauteur de celle des flux électroniques. En cliquant deux ou trois fois sur l'ordinateur, des milliards de dollars traversent les frontières.

Que pouvons-nous faire pour briser ce dangereux triangle ? Sans pouvoir suffisamment nuancer, je soutiendrais que **des solutions partielles, fragmentaires, telles que le mouvement pour l'abolition de la dette de Jubilé 2000 ou la campagne pour la Taxe Tobin d'Attac ne seront pas suffisants** pour stopper la crise, c'est pourquoi il nous faut opter pour une solution englobante, globale.

Quand il s'agit de prévenir la crise, la taxe Tobin n'est efficace que pour réduire les transactions monétaires spéculatives sur les marchés des changes. Mais le contrôle du capital spéculatif à son origine, dans les économies développées, et à sa destination, dans les économies moins développées, est tout aussi important. Il nous faut **inventer des mesures qui freinent la génération de capital spéculatif de la part des économies développées**. En même temps, nous devons **instaurer le droit souverain de chaque pays de prendre des mesures discrétionnaires de contrôle des capitaux**, chaque fois que cela est nécessaire, et, de plus, résister au nouveau Round de l'OMC et aux divers traités d'investissement, s'ils visent à libéraliser le mouvement transfrontalier des capitaux.

...

La solution la plus importante et la plus efficace pour prévenir les crises consistera, d'après moi, à stopper la disparité croissante des revenus dans les économies développées. Une fois cette disparité contrôlée, la menace que constitue la croissance continue du capital spéculatif aura disparu. La tâche délicate de façonner un monde meilleur et plus juste dépend beaucoup plus de vous autres, qui vivez dans l'opulence du Nord, que des peuples du Sud.

2. Pourquoi les réformes anglo-américaines ne sont-elles pas une solution ?

2.1. Le cas de la Corée

Après que la Corée ait été emportée dans la crise financière vers la fin de 1977, son secteur financier, qui de fait était malade, a été soumis à une transformation drastique. Mais il a été remodelé d'après le système financier anglo-américain. Or, il n'y a aucune commune comparaison entre la Corée et les Etats-Unis : le degré de développement, le poids économique, la population et ses possibilités sont différents... Si la Corée continue à imiter aussi strictement le système anglo-américain, elle n'aura plus d'avenir, elle perdra irrévocablement ses possibilités de croissance. La direction prise par la transformation du secteur financier coréen est foncièrement mauvaise. Des aspects fondamentaux de l'économie et de la société n'ont pas été pris en compte comme il se devrait par le gouvernement coréen.

Le résultat : la Corée retombe dans des problèmes très graves, malgré les signes positifs des indicateurs macro-économiques. La bourse replonge à pic ces jours-ci. Elle a connu son plus bas, lorsque éclata la crise du FMI en 1977, elle est remontée, a atteint les 1000 points début de cette année. Depuis lors, elle n'a cessé de décliner, elle oscille actuellement autour des 500 points. A mon avis, **la Corée est entraînée dans un second round de crise financière**. Ce qui est préoccupant.

Le premier round a été provoqué en 1977 par un choc extérieur, ce fut une explosion. La cause en a été le retrait, dans la panique, des capitaux étrangers, associé à la libéralisation imprudente du marché des capitaux ainsi que du marché des changes.

Le second round de crise que nous connaissons actuellement est différent, c'est une sorte d'implosion, provoquée par la non-compatibilité du nouveau système financier avec les conditions que connaît la Corée. Le Gouvernement coréen a appliqué la réforme financière version FMI, comme s'il n'y avait pas d'alternative à ce modèle à notre époque où le marché est mondialisé.

Le FMI a demandé à la Corée de transformer son système financier centré sur les banques en un système centré sur le marché des capitaux. Mais ce nouveau système, centré sur le marché des capitaux, a pratiquement cessé de fonctionner. Il est incapable de fournir en liquidités le secteur des affaires qui en a absolument besoin. Il est donc probable que la Corée connaisse une profonde dépression économique.

Cette réforme en dépit du bon sens, mal orientée a été recommandée à plusieurs reprises par une alliance tripartite entre le FMI, le gouvernement de DJ et quelques grandes ONG dirigées par des économistes formés aux Etats-Unis. Les trois groupes sont parvenus à un accord historique : « Détruisons entièrement l'Ancien Régime de la Corée. L'alternative est indiscutable. L'économie américaine est la plus prospère du monde. Copions-la le plus strictement possible. » Voilà pourquoi la réforme néolibérale, anglo-américaine, axée sur le marché a été appliquée sans nuance, sans prendre le moins du monde en compte le contexte historique, social et politique de la Corée.

Le marché coréen des capitaux est davantage dominé par les capitaux étrangers que le secteur bancaire. Les investissements étrangers en bourse représentent environ 30 % de toute la capitalisation du marché. Ces investissements sont mal répartis : seules les dix plus grandes sociétés coréennes les intéressent. Les règles qui ont cours à Wall Street sont appliquées brutalement aux sociétés coréennes. Pour eux, la plupart de ces sociétés sont en dessous du taux de rentabilité des investissements. De sorte que, à part quelques rares exceptions, les sociétés coréennes sont rejetées du marché des capitaux, quoiqu'elles aient absolument besoin de fonds.

Si l'on ne renverse pas cette situation, **la Corée va perdre la liberté d'opter elle-même pour une stratégie**. Toutes les décisions importantes d'investissement stratégique seront prises

par du capital étranger, principalement à Wall Street. Tout laisse penser que le capital étranger recherche le profit à court terme, sans beaucoup se soucier des perspectives à long terme des sociétés coréennes. Plus que jamais, il nous faut donc élaborer une alternative pour restructurer le système financier.

2.2. Les principes d'une réforme juste

Le cas de la Corée nous montre pourquoi le modèle anglo-américain n'est pas la solution. Premièrement, le marché des capitaux n'est pas une source sûre de capital. Les statistiques prouvent que les montants mobilisés par le marché des capitaux pour de nouveaux investissements industriels sont très faibles, minimaux et parfois même négatifs.

Deuxièmement, le marché des capitaux n'est pas proportionné aux succès des industries manufacturières.

La question est de savoir comment assurer aux industries nationales un accès sûr, régulier au capital. L'Allemagne et le Japon en sont les meilleurs exemples. L'un et l'autre pays ont pu s'appuyer fortement sur leur système financier axé sur les banques, et ont fait des progrès spectaculaires de compétitivité dans différents secteurs industriels. Des capitaux stables, puisés dans les banques, ont permis à leurs sociétés de garantir l'emploi aux travailleurs, ce que ceux-ci ont apprécié en augmentant sans cesse la productivité, leur savoir-faire et la spécialisation de l'entreprise.

La Corée, comme d'autres pays, aurait pu éviter les crises financières, si, avant de se lancer dans une ambitieuse transition vers un système financier axé sur le marché des capitaux, elle s'était assurée de remplir les conditions suivantes :

Premièrement, s'assurer de la croissance d'entreprises autosuffisantes, capables de générer elles-mêmes une grande partie des fonds dont elle a besoin.

Deuxièmement, l'accumulation de richesses par une solide classe moyenne, largement répandue, est importante.

Troisièmement, le développement du marché des capitaux doit être organisé et géré principalement par les banques.

Quatrièmement, la démocratisation des structures de pilotage de l'institution financière est importante.

Enfin, un filet de secours social doit donner des garanties à ceux que le processus incessant de restructurations rend vulnérables.

Mon message est donc très clair. Il faut faire l'évaluation de la domination du capitalisme anglo-américain, et la restreindre. La diversité des solutions pour promouvoir le capitalisme grâce aux initiatives de la population dans un contexte politique, social et historique spécifique doit être respectée. Sinon de nombreux pays moins développés seront dévastés ; et des expériences bien plus tragiques pour l'humanité que celles qu'a connues la première moitié du XXe siècle se répéteront.

Le Devoir pour les Eglises de s'engager :
A partir d'une approche économique et théologique

Bob Goudzwaard, AMER

Pourquoi les Eglises seraient-elles ou devraient-elles s'engager dans un domaine aussi complexe que les finances internationales, et quelle serait la meilleure organisation du système monétaire international ? Pourquoi, conformément aux paroles du Christ, ne pas laisser à César ce qui est à César ?

Je voudrais *d'abord* souligner qu'**un tel engagement est parfaitement dans la ligne des initiatives déjà prises par les Eglises :**

- avec l'appel, lancé en 1997 à Debreczen, par Concile général de l'Alliance mondiale des Eglises réformées (AMER) de se lancer dans un processus continu d'éducation et de « confession » concernant l'injustice sociale et la destruction de l'environnement ;
- avec la déclaration de l'Assemblée générale du COE, à Harare en 1998 : « le défi de la mondialisation doit devenir une des premières priorités du travail du COE ; les chrétiens et les Eglises doivent réfléchir... à la mondialisation du point de vue de la foi. »
- avec la déclaration du Pape, lors de l'ouverture du Jubilé 2000, qu'il n'est pas permis d'hésiter davantage « à donner au pauvre Lazare sa place à la table des riches, pour qu'il bénéficie de la même nourriture qu'eux » ;
- et avec les mises en garde de *Solicitududo Rei socialis* contre la surconsommation.

En deuxième lieu, je voudrais préciser que **l'évolution récente rend encore plus impératif le devoir des Eglises de s'engager directement sur le domaine des finances internationales.**

I. Je partirais du Rapport de la Réserve fédérale de New York au sujet des mouvements des capitaux internationaux après la soi-disant crise asiatique. La plupart de ces capitaux sont revenus dans le Nord, notamment aux Etats-Unis, où ils ont stimulé la déjà forte croissance. Pourquoi ? De tels mouvements confirment d'abord que la soi-disant pyramide monétaire a été renversée : non seulement la part des finances internationales est beaucoup plus importante (100 :1) que le volume des transactions de l'économie réelle, mais qu'elle a également une sorte d'autonomie par rapport au secteur réel, qu'elle se détermine avant tout selon ses propres perspectives. Les réserves internationales ne sont plus à même de canaliser ces flux financiers.

Deuxièmement, nous observons actuellement l'émergence de deux spirales économico-financières, séparées mais interdépendantes. Le moteur de la première spirale est l'énorme expansion des marchés financiers occidentaux, qui alimentent plus particulièrement les perspectives qui sont à la base de la soi-disant nouvelle économie. De nouvelles technologies de l'information ou de la communication créent ou suscitent de nouveaux besoins (de nouvelles raretés), qui permettent de poursuivre un haut degré de croissance économique. Mais cette **spirale d'enrichissement** est accompagnée, comme de son ombre, par une **spirale d'appauvrissement**, notamment dans les pays les plus endettés.

Trois formes d'exclusion sont à la base de cette évolution :

1. l'exclusion par rapport à la création directe de liquidités internationales – qui est le monopole des pays riches, avec leurs devises fortes ;
2. l'exclusion par rapport aux investissements directs (seul un dixième arrive dans le tiers-monde, encore est-il quasi totalement absorbé par le secteur des exportations) ; et
3. l'exclusion en ce qui concerne le remplacement d'anciens besoins par de nouveaux besoins. Le peu de ressources restantes ne leur permet pas de développer leur marché national, parce que les programmes d'ajustement structurel donnent la priorité au rétablissement de la balance des paiements. Ceci complète la spirale.

En effet, les trois formes d'exclusion agissent dans la même direction : elles réduisent les possibilités (et donc les perspectives) d'un développement autonome des pays appauvris.

Une première conclusion s'impose : **les spirales d'enrichissement et d'appauvrissement croissants sont profondément entremêlés**, ce qui supprime l'innocence du boom économique des pays riches. En effet, des éléments parasites, même mortifères sont nettement présents dans nos économies en voie de mondialisation. Ce qui devrait alerter les Eglises. Car on commet de l'injustice envers les pauvres, de plus l'intégrité de la création est menacée. Parce que la forte croissance matérielle des pays riches comporte une menace écologique de premier ordre.

II. Dans cette seconde partie de l'exposé, nous nous interrogerons sur les racines profondes de l'évolution actuelle, en suivant une argumentation plutôt théologique. Lorsque les finances internationales deviennent autonomes, solidement établies sur leurs propres fondations, et se mettent en même temps à faire régner la crainte parmi les divers pays – comme si un nouveau « big brother » entrait en scène, qui juge votre économie selon les seuls critères de ses propres rendements financiers et de la « profitabilité » des capitaux étrangers investis – alors le rôle même de l'argent se met à changer, d'un rôle de serviteur à celui de maître, qui comporte même des relents d'idolâtrie – parce qu'un élément virtuel, l'argent, est considéré comme ayant sa propre vie, même sa propre volonté impérative. C'est à se demander si nous n'assistons pas à quelque chose comme un rétrécissement de l'esprit occidental : une bien moindre préoccupation quant à l'avenir, et une absence totale d'intérêt pour tout ce qui n'est pas dynamique, battant, et qui donc reste à quai. La possibilité d'un processus de rétrécissement collectif de l'esprit humain est devenue même plus probable aujourd'hui, parce que les moyens modernes de communication servent servilement les intérêts commerciaux, ce qui nous amène à accepter un monde virtuel, dans lequel davantage de consommation est présenté comme quasi le plus merveilleux des bonheurs.

La conséquence de cette réflexion est que **l'Eglise doit opter**, non pour quelque idéalisme bon marché, mais pour un très grand réalisme – comme ce fut déjà le cas lors du Concile de l'AMER à Debreczen ou de l'Assemblée du COE à Harare. Si des formes de rétrécissement de l'esprit se manifestent, l'Eglise doit plus que jamais les démasquer ouvertement. Un nouveau « flûtiste de Hamelen » est monté sur scène, qui nous empêche de voir ce qui se passe en terme de croissance de la pauvreté à l'échelle de la planète, en terme de destruction de l'environnement, et en terme de captivité croissante de l'esprit humain, qui est pour ainsi dire « internalisé » à l'économie. Mais, dans ce cas, l'Eglise doit être prophétique, prête à accepter les conséquences économiques et financières de cette forme de « désobéissance culturelle ».

III. La dernière partie de mon exposé traitera de **l'espoir**. En effet, dans les textes bibliques, **les motivations du jubilé ne s'arrêtent pas à l'obligation d'abolir les trop lourdes dettes** des pauvres. Le jubilé se donne pour objectif que les pauvres aient à nouveau accès aux sources de leurs richesses. De nos jours, l'accès direct aux capitaux, aux liquidités internationales, est encore plus indispensable. Il nous faut par conséquent nous demander si, au monopole des pays riches de créer des liquidités internationales ne pourrait pas se substituer un partage de ce privilège avec les pays plus pauvres. – Prendre pareille initiative serait un acte de sagesse. Car le ré-ancrage de la création bien trop sauvage de liquidités internationales est désormais devenue inévitable ; c'est même une question d'extrême urgence. Car les digues du système monétaire international risque de se rompre sous la poussée continue des tankers du capital mondialisé. Y a-t-il, en effet, fondement meilleur et plus sûr pour la production de capitaux internationaux que de l'appuyer, du moins pour une part substantielle, sur la capacité d'absorption des pays les plus pauvres, sur un supplément de leur pouvoir d'achat, dont ils ont absolument besoin pour pouvoir abolir leurs dettes, et s'équiper pas à pas des structures de production et de consommation de leurs propres produits de base ?

Prendre pareille orientation a évidemment des conséquences économiques et politiques considérables. Cela suppose, p.ex., un changement dans les principes qui régissent la distribution des droits de tirage spéciaux du FMI, et allant de pair avec cela, une diminution proportionnelle de la création de monnaies fortes, afin de prévenir l'inflation. Mais n'est-ce pas

exactement ce dont nous avons besoin ? Car la moindre réduction de l'expansion économique (financière ou matérielle) de l'Occident réduira à coup sûr la pression actuellement bien trop forte que subit l'écosystème mondial. D'autre part, elle diminuerait probablement les flux déstabilisants des réfugiés économiques. Et, finalement, elle pourrait libérer le monde entier de sa dépendance croissante des super-pouvoirs commerciaux, qui les entraînent eux-mêmes ainsi que leurs enfants, notamment en Occident, dans une course folle, sans joie, vers toujours plus de consommation.

Réflexion

Wolfgang Kessler, Publik Forum

J'ai été fort surpris, lorsqu'on m'a demandé de proposer une réflexion, car je ne suis ni théologien, ni philosophe. Je suis un économiste, et pire, un journaliste. Et à quoi réfléchissent les journalistes ? Apparemment à rien.

C'est pourquoi je me suis demandé ce que je pouvais vous proposer. Et j'ai décidé de m'exprimer très personnellement. Je voudrais vous inviter à prendre part à une sorte de voyage de journaliste à travers le système financier. C'est mon histoire. Je vous la raconte comme une sorte de base personnelle de discussion de tant de sujets compliqués.

Ma vie a été déterminée par deux faits très marquants. Je suis né, et c'est très important, dans le fin fond du sud de l'Allemagne. Durant mon enfance, on y était catholique, ou on n'était rien du tout. J'étais catholique, profondément marqué par les idéaux chrétiens, et auxquels je suis encore toujours attaché.

D'autre part, j'ai étudié l'économie. Et depuis lors, une question hante ma vie : **l'ordre économique peut-il être compatible avec les idéaux chrétiens ?**

Habituellement, pareille question ne vous amène pas à vous intéresser aux finances internationales. Dans mon cas, si. En effet, après mes études, où je m'étais spécialisé dans les questions monétaires, j'ai travaillé au FMI, à Washington, DC.

J'y suis arrivé en 1982 – juste à temps pour pouvoir me rendre personnellement compte comment le FMI s'est profondément engagé dans la crise de la dette du soi-disant tiers-monde. En août 1982, le ministre brésilien des Finances s'est présenté au FMI avec le message comme quoi son pays n'était plus capable de payer les factures de l'étranger.

A partir de ce moment, le FMI devint chaque jour de plus en plus occupé. 6.500 économistes échafaudaient des programmes destinés à résoudre les problèmes des pays hautement endettés. J'étais l'un d'entre eux, et durant les premières semaines j'étais très enthousiaste. Mais ensuite, de plus en plus de doutes m'ont envahi. Je doutais, parce que la seule chose que nous calculions dans nos dossiers et nos ordinateurs, c'était des programmes qui forçaient les pays hautement endettés à couper dans les dépenses publiques, à réduire les salaires, à ouvrir leurs pays aux importations et aux capitaux étrangers.

Ensuite j'ai découvert que le FMI avait une vision très étroite de ce qu'on entend par dépenses publiques. Pour le FMI, les dépenses publiques n'incluaient pas, et n'incluent toujours pas, les dépenses militaires. Les dépenses militaires étaient sacro-saintes. L'expression dépenses publiques était réservée aux dépenses sociales, particulièrement aux subsides pour l'alimentation ou les transports en commun. Les conséquences de ces programmes, appliqués à l'identique dans tous les pays profondément endettés, étaient partout les mêmes : les prix des produits alimentaires ont augmenté dans des proportions considérables (jusqu'à 100 %). Il en allait de même des transports en commun. Au plan social, le résultat était évident : plus on était pauvre, plus on était atteint par ces mesures. Et si quelqu'un critiquait la stratégie du FMI, on la justifiait toujours à l'aide du même argument : si la population et le pays sont malades, le remède ne peut être qu'amer, sinon il ne sert à rien.

A ce stade-là, j'ai essayé de me rappeler les principes chrétiens dans lesquels j'avais été élevé. Et je me suis souvenu qu'il y a trois principes, par lesquels tout ordre économique devrait être régi :

1. La question la plus importante que les chrétiens doivent poser à tout ordre économique est celle-ci : Quel est son impact sur les membres les plus faibles de la société, sur ceux qui n'ont pratiquement aucune chance de pouvoir vendre leur travail pour financer leur existence. Tout ordre économique doit reconnaître la même dignité à ces personnes que celle qu'il reconnaît aux autres personnes.

2. Deuxièmement, j'ai appris que l'humanité ne fait qu'emprunter la terre. Nous n'en sommes que les gérants, et notre tâche consiste à la transformer, mais de telle sorte qu'elle reste vivable pour les générations futures. Tout ordre économique doit donc faire la preuve qu'il est capable de garantir ou non un développement durable.

3. Troisièmement, j'ai appris que les gens ne doivent pas être soumis à une idéologie ou un mécanisme, quels qu'ils soient, qui les manipulent d'en haut. L'économie doit être au service des gens, et non les gens au service de l'économie.

Pour autant que j'ai l'expérience de ce qui se décide au sein du FMI, ses politiques ne respectaient pas et ne respectent toujours pas aucun de ces principes. Les coupes radicales dans les dépenses publiques atteignent en premier lieu les couches les plus faibles de la population.

Toute la stratégie consiste à atteindre les taux de croissance économique les plus élevés possible, sans s'inquiéter des conséquences, entre autres, sur l'environnement. Le FMI a même obligé les pays lourdement endettés à exporter des bois tropicaux, en détruisant le poumon vert que constituent ces forêts – sans se préoccuper des conséquences sur les changements climatiques.

La réponse à la question de l'idéologie est la même. L'approche dogmatique du FMI est indéniablement très idéologique. En caricaturant à peine, le FMI suit une sorte de stalinisme du marché, qui soumet la population à des mécanismes anonymes totalement en dehors de son contrôle.

Cette stratégie ne se confine, hélas, pas au FMI. Tout le système financier international viole, jour après jour, l'éthique chrétienne.

Chaque jour, des milliards de dollars se déplacent d'une action vers une autre, d'un fonds vers un autre. Mais si des milliards de dollars se déplacent ainsi d'une devise vers une autre, c'est la valeur de la devise vendue qui chute ; et des centaines de milliers de travailleurs vont perdre leur emploi, des millions de personnes ne pourront plus subvenir à leurs besoins élémentaires, parce que le coût de la vie aura explosé. Une fois de plus, les plus faibles seront le plus touchés.

La même chose se passe dans le domaine écologique. Récemment, j'ai demandé à José Lutzenberger, chimiste d'origine allemande, émigré au Brésil, où il fut ministre de l'Environnement : que se passerait-il, si tout le monde achetait et conduisait autant de voitures que les Allemands ? Il m'a répondu : « Aujourd'hui nous avons 500 millions de voitures pour six milliards d'habitants. Si tout le monde imitait les Allemands, nous aurions trois milliards de voitures, et nous mourrions en quelques minutes. »

Une autre voix, celle de John Reed, ex-directeur de la City Corporation, longtemps la plus grande banque des Etats-Unis, m'a également impressionné. Interrogé au sujet des conséquences de toutes les activités spéculatives sur l'environnement, il m'a répondu : « Les marchés mondiaux et les grands centres de capitaux ont rétréci notre horizon temps. Il y a vingt ans, nous disposions de beaucoup de temps pour créer ce que nous avons envie de créer. Aujourd'hui, l'évolution de la bourse est si rapide, que nous ne pouvons pas nous lancer dans des projets qui exigent plus de deux ou trois ans. Dans ces conditions, la conservation des forêts tropicales est à considérer comme un luxe que nous ne pouvons plus nous permettre. »

Qu'est-ce à dire ? Tout cela signifie que la planète – les hommes et leur environnement – est menacée par des forces destructrices, nullement compatibles avec les idéaux chrétiens, qui indiquaient comment l'économie doit être au service de l'homme.

Il nous faut en tirer la conclusion, que ces fondements à propos de l'économie doivent être greffés de l'extérieur sur l'économie.

« De l'extérieur », cela signifie que nous avons besoin d'un cadre social et écologique pour l'économie de marché au plan mondial. Et tous les éléments éventuels de ce cadre, tels la taxe Tobin ou des mesures pour assécher les paradis fiscaux, doivent être discutés à fond. Mais « de l'extérieur » ne concerne pas uniquement les mesures prises par les gouvernements. Cela concerne également le pouvoir de la société civile, la capacité pour des mouvements et associations de bousculer la formidable résistance de ceux qui profitent d'un système de marché qui fonctionne aussi librement que possible, et qui ne pensent qu'à défendre ce système qui garantit leurs privilèges.

Parmi toutes les forces importantes de la société civile, **des chrétiens comme moi mettent leur espoir avant tout dans les Eglises**. Non que le raffole des institutions cléricales. Mais parce que les Eglises sont elles-mêmes des acteurs planétaires, et peuvent constituer un réseau capable de regrouper de nombreux autres mouvements civils, afin de constituer une vaste base pour la mondialisation à partir d'en bas, à opposer aux forces considérables de la globalisation à partir d'en haut. Et les Eglises ont déjà prouvé, du moins en partie, qu'elles peuvent le faire. La Campagne du Jubilé n'aurait pas connu autant de succès, sans l'engagement de nombreuses Eglises.

Il y a toutefois plus de **questions** que de réponses à **propos de la volonté des Eglises** de corroborer le mouvement pour un ordre économique et financier juste. P.ex., les Eglises peuvent-elles opter pour les pauvres et les opprimés, si leurs élites font souvent partie du système de pouvoir politique du pays concerné ? Une Eglise, telle que la catholique, qui a davantage de points communs avec les dictatures qu'avec les démocraties, peut-elle vraiment appuyer les mouvements démocratique à travers le monde ? Les Eglises sont-elles vraiment prêtes et disposées à coopérer avec des personnes et des organisations qui ne suivent pas les idéaux chrétiens, jusqu'à quel point les Eglises sont-elles œcuméniques ? Enfin, et c'est le plus important, les Eglises sont-elles prêtes à changer un ordre financier dont elles profitent elles-mêmes, la plupart des Eglises n'étant pas disposées à investir leurs réserves bancaires dans des banques alternatives ou des fonds éthiques, parce que ceux-ci offre moins de bénéfices que les autres produits boursiers ?

Les Eglises ne pourront pas échapper à ces questions. Et plus il y aura de monde qui prendra part à nos initiatives, plus il y aura de chances que les réponses des Eglises seront prometteuses. Il se peut que nous n'ayons guère de chances, efforçons-nous néanmoins de les utiliser.

Chances et Limites de la Taxe Tobin (extraits)

John Dillon, Coalition œcuménique pour la Justice économique, Canada

1. Les origines de la proposition de James Tobin chez John Maynard Keynes

Lorsque le prix Nobel d'économie a proposé pour la première fois en 1972 (puis à nouveau en 1978) de prélever une petite taxe sur les transactions financières internationales, il savait qu'il appliquait à la sphère internationale l'idée que le fameux économiste britannique Keynes avait déjà avancé pour régler un problème national.

Comme Keynes, Tobin se préoccupait de savoir **comment assurer une plus grande stabilité des marchés financiers**, afin que les gouvernements puissent poursuivre leurs politiques de plein emploi, et ne soient pas gênés par la possibilité qu'ont les financiers de miner ces politiques, en déplaçant rapidement à travers la planète d'énormes montants à la recherche de profits à court terme.

Avec une mémorable tournure de phrase, Keynes a pu écrire : « La spéculation ne fait pas plus de mal que des bulles sur le cours régulier d'une entreprise. Mais la situation devient

préoccupante, lorsque l'entreprise devient la bulle sur un tourbillon de spéculation. » Aujourd'hui, le casino financier mondialisé traite chaque jour ouvrable quelque 1.500 milliards de dollars.

Au départ, James Tobin a proposé de prélever une petite taxe sur les transactions monétaires (TTM), afin de gripper les marchés financiers internationaux. D'après les dernières recherches, une faible taxe, entre 0,02 à 0,1 %, serait suffisante pour décourager les transactions inutiles, étant donné que les spéculateurs en monnaies, tirent avantage de très faibles différentiels de prix, pour faire des bénéfices substantiels, parce qu'ils travaillent avec des milliers ou des millions de dollars. Une TTM, très forte sur les transactions à court terme, et très faible sur les investissements à long terme, encouragerait donc les investisseurs à délaissier les « aventures de vols de nuit » pour investir plutôt à long terme.

2. Une TTM remédierait à d'importantes failles du marché

Le discours officiel au sujet de la réforme des finances internationales met l'accent sur des propositions qui modifieraient les politiques des gouvernements, comme si les politiques erronées et non les failles du marché étaient la principale cause de l'instabilité des finances. Ce discours officiel ignore quelques leçons significatives de l'histoire de l'économie.

L'incapacité des marchés financiers de canaliser des fonds vers des investissements stables, à long terme, et encore moins vers des régions de plus grands besoins élémentaires, est un premier exemple de failles du marché. A ce sujet, le plus renommé des spéculateurs a écrit : « **Le secteur privé est mal équipé pour distribuer des crédits à l'échelle internationale. Il propose tantôt trop, tantôt trop peu.** Il ne dispose pas de l'information nécessaire pour pouvoir se faire un jugement équilibré. De plus, il ne se préoccupe pas de maintenir un équilibre macro-économique dans les pays emprunteurs. Ses objectifs sont de maximiser les profits et de minimiser les risques. C'est pourquoi il se déplace en bande, comme la mode, dans les deux directions. »

3. Une TTM s'attaque à certaines failles du marché

Une Taxe sur les Transactions Monétaires n'est pas une panacée pour tous les maux des marchés non-régulés ou dérégulés. A elle seule elle n'éliminera pas les comportements à courte vue. Elle s'attaque néanmoins à **deux problèmes de taille**. Une TTM **réduirait d'abord la spéculation excessive** sur les marchés monétaires. Deuxièmement, elle réduirait le danger de fuite des capitaux, et de ce fait **donnerait aux banques centrales nationales davantage de liberté de manœuvre pour poursuivre une politique monétaire indépendante**.

La plupart des adversaires d'une TTM reconnaissent que les « tours du monde » des transactions spéculatives sur les monnaies cesseraient d'être rentables. Une TTM serait donc un puissant moyen qui permettrait aux Etats d'utiliser leur politique monétaire pour stimuler l'emploi, sans devoir craindre une fuite des capitaux, parce que des taux d'intérêts plus élevés sur des investissements à court terme les attireraient dans un autre pays.

4. L'opposition à une TTM

Les adversaires d'une TTM soulève une armée d'objections techniques. Ils formulent habituellement trois sortes de revendications :

1. Les agents de change utiliseront les paradis fiscaux off-shore pour éviter la TTM.
2. Ils déplaceront leurs investissements, ils abandonneront les transactions monétaires pour d'autres produits financiers.
3. Une TTM exigerait une autorité supranationale qui dépouillerait les pays de leur souveraineté.

Alex Michalos (*Good Taxes*, 1997) répond de manière péremptoire à ces critiques. Il explique comment la coopération entre les sept plus grands centres financiers, qui contrôlent 80 des transactions, permettrait de trouver une solution à ces problèmes. Depuis lors, d'importants changements se sont produits sur les marchés financiers. D'après Rodney Schmidt, ces changements infirment les prémices de la plupart des objections faites à la TTM.

5. Les procédures de liquidation sur les marchés financiers internationaux ont changé

Rodney Schmidt a montré qu'une TTM est désormais plus facile à administrer et plus difficile à frauder, parce que les institutions financières ont modifié leur façon de procéder à des transactions monétaires. Chaque jour, les banques font des milliers de transactions monétaires. Plutôt que de transférer les fonds de l'une vers l'autre après chaque transaction, elles disposent désormais de systèmes complexes, grâce auxquels elles « liquident » périodiquement les transactions qui se compensent, et seuls les montants dus sont réellement transférés entre banques. Schmidt a démontré que si on appliquait une TTM à cette étape de « liquidation », toutes les autres transactions pourraient être repérées et taxées par l'autorité centrale qui supervise le processus de liquidation. De plus, les banques centrales ou leur structure de supervision peuvent réguler les systèmes off-shore de liquidation qui travaillent avec leur devise (stipulé en 1990 et réaffirmé en 1998 par le Committee on Interbank Netting Systems).

En 2001, il y aura un seul système mondial de liquidation, auquel sera relié le système national de liquidation de la plupart des pays. Et dès maintenant la plupart des services de liquidation sont réalisés grâce à un seul système de communication, la Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications (SWIFT).

Alors que le repérage des liquidations se centralise, la collecte effective d'une TTM peut toujours être réalisée par les gouvernements nationaux ou par des entités telles que l'Union Européenne. Aucune entité supranationale n'est nécessaire, puisque chaque banque centrale peut collecter la taxe sur les transactions monétaires qui concernent sa devise.

De plus, l'instauration d'une TTM dans les centres de liquidation permettrait à la banque centrale d'un pays participant de refuser de liquider les transactions qui émanent d'institutions non coopératives, tels que les paradis fiscaux off-shore.

Schmidt déclare : « La technologie et les institutions mises en place... permettent de repérer et de taxer les paiements d'échanges monétaires bruts, **quel que soit l'instrument financier utilisé pour réaliser l'opération, quelle que soit la localisation des acteurs et quel que soit le lieu où le paiement effectif est fait.** »

Alors que l'imposition unilatérale d'une TTM par n'importe quelle autorité monétaire d'une devise forte est techniquement réalisable, dans les circonstances normales aucun pays ne va se lancer dans cette initiative, « pour éviter de donner l'impression que son économie est sous pression ou que sa politique macro-économique est hésitante ou imprudente ». Par conséquent un accord politique entre les autorités monétaires des devises fortes est nécessaire pour pouvoir instaurer une TTM.

Toutefois la possibilité technique pour un pays d'agir seul a un autre aspect. Si ce pays constate que sa devise est assiégée, il pourrait unilatéralement élever sa TTM à un taux supérieur, pour décourager les spéculateurs. En cas de tension sur le taux de change, on aurait recours à une TTM plus élevée, comme alternative à une hausse des taux d'intérêt, pour décourager la fuite des capitaux.

Plus que jamais, il est désormais évident que la TTM est une affaire politique et non un problème technique.

6. La TTM, pas une panacée

Même si nous souhaitons vivement l'instauration d'une TTM, nous devrions rester prudents de ne pas exagérer ses mérites. Tobin lui-même la qualifie de « meilleure option de second choix ». A ses yeux, il serait préférable d'avoir une seule monnaie pour l'ensemble de la planète, comme Keynes l'avait proposé avant Bretton Woods.

Mais une monnaie commune demanderait aux différents pays un abandon considérable de souveraineté. Il faudra encore attendre plusieurs décennies avant que les conditions d'une monnaie commune soient réunies.

Ceux qui prétendent qu'une TTM aurait permis de prévenir des crises de l'ampleur de celle qu'a connue le Mexique (1994-95) ou l'Asie (1997-98) exagèrent ses possibilités. Les dévaluations qui ont suivi ces crises ont été trop fortes et trop soudaines pour pouvoir être contenues par une faible taxe sur les transactions. Dans de telles situations, d'autres mesures sont nécessaires, telles que le contrôle des changes imposé par le gouvernement malais, ou des mesures du type de l'*encaje* chilien, qui obligeait les investisseurs à maintenir leurs

investissement à l'intérieur du pays pendant une durée minimum (p.ex. un an) ou de déposer une partie de leurs investissements à la banque centrale. En effet, **une faible taxe est insuffisante pour rectifier toutes les déficiences des marchés financiers non régulés.**

Alors que, par elle-même, une TTM n'aurait pas pu prévenir les crises mexicaine et asiatique, elle aurait permis de limiter les effets de contagion. Suite à ces crises, des capitaux flottants ont fui de nombreux autres pays, à la recherche de paradis sûrs et discrets. Une grande partie est finalement retournée aux États-Unis, où ils contribuent à une surévaluation dangereuse et risquée des actions ; plantant ainsi le décor pour une nouvelle crise financière.

7. Des questions plus fondamentales derrière les campagnes en faveur d'une TTM

La recherche et les campagnes en faveur d'une TTM pose aussi des questions idéologiques et éthiques. Le débat est très révélateur de nos valeurs fondamentales. Deux questions se posent :

- Le désir de financiers privés de faire du profit à partir d'investissements spéculatifs, non productifs, doit-il l'emporter sur le besoin de régulations publiques des marchés financiers par des institutions démocratiques ?

- Le désir des riches de faire de l'argent en vendant de l'argent, doit-il prévaloir sur les besoins des pauvres ?

Les besoins des pauvres doivent l'emporter, c'est pourquoi nous devons instaurer une TTM.

Chances et Limites de la suppression des Paradis fiscaux : Expériences d'un Point de Vue suisse

Gertrud Ochsner, AFP, Suisse

La première partie de mon exposé s'appuiera énormément sur la très intéressante publication d'Oxfam (août 2000, www.oxfam.org) *Tax havens : Releasing the hidden billions for poverty eradication*. Elle donne un aperçu fort utile des problèmes fondamentaux que posent les centres off-shore.

Cette publication est particulièrement appréciable, parce qu'elle aborde les paradis fiscaux en mettant l'accent sur leurs conséquences pour les pays en développement et pour l'éradication de la pauvreté. « Aktion Finanzplatz Schweiz » (AFP) poursuit le même objectif, en se concentrant sur le rôle particulier joué par le système financier suisse dans le contexte Nord-Sud : entre autres, les comptes suisses des dictateurs, y compris le cas de Montesinos, l'ex-chef des services secrets péruviens. Le système financier suisse sera abordé dans la seconde partie.

1. Le rôle des paradis fiscaux et des centres off-shore dans le système financier international

A. Quelques estimations des montants financiers traités par les centres off-shore

La grande majorité des capitaux flottants utilisent les paradis fiscaux. On ne peut qu'en estimer le volume, à cause du manque de transparence.

D'après la publication d'Oxfam, les montants sont estimés entre 6.000 et 7.000 milliards de dollars.

Ce qui équivaut à peu près au chiffre d'affaires du commerce mondial ou à un tiers du Produit mondial brut.

Une grande partie, entre 3.000 et 4.000 milliards de dollars, consiste en épargne détenue par de riches individus.

En terme de flux de fonds, on pense que ce sont les sociétés financières et non financières qui sont les principaux agents.

Un « détail » intéressant a été révélé par une récente enquête du FMI sur les investissements en portefeuille, il y aurait une différence de 1.700 milliards de dollars entre les

actions-obligations et, d'autre part, les investissements en portefeuille qui passent par les centres off-shore. Ce qui montre l'importance de ces centres pour les flux illégaux de capitaux.

B. L'importance structurelle des paradis fiscaux et des centres off-shore

Même si les quelque 100 centres off-shore diffèrent les uns des autres, ils se distinguent tous par l'absence ou le mauvais fonctionnement de leur système de taxation, par le manque de transparence souvent garanti par le secret bancaire, par des réglementations et des juridictions faibles, et par de faibles systèmes de supervision sur les institutions financières. Ils jouent donc un triple rôle :

le rôle de paradis fiscaux,

le rôle de plaque tournante pour l'argent sale ou de structures de blanchissage de l'argent,

leur rôle dans la déstabilisation du système financier international.

1. Les paradis fiscaux fournissent aux sociétés et aux individus fortunés un moyen d'échapper à leur responsabilité fiscale. Ceci limite la possibilité pour d'autres pays de se procurer des rentrées en taxant les bénéfices financiers. De plus, ces centres minent la possibilité des pays pauvres de procéder à des investissements indispensables dans les services sociaux et les infrastructures économiques, dont dépendent le développement économique durable et le bien-être de la population.

D'après **une estimation prudente** d'Oxfam, les pays en développement perdent ainsi, à cause des paradis fiscaux, au moins 50 milliards de dollars, par an ! Ce qui équivaut grosso modo aux flux annuels d'aide au développement. Ces pertes proviennent de la compétition en matière de taxation, et du non-paiement de taxe sur les capitaux qui ont fuit le pays. Ne sont pas pris en compte ici les fraudes fiscales au plan national, des pratiques telles que la surfacturation entre filiale et maison mère, ou l'utilisation de ces paradis pour déclarer des profits moindres. Si l'on y ajoutait tout cela, les montants seraient encore bien plus élevés.

Par ailleurs, le recours à ces paradis donnent aux multinationales un avantage injuste de compétitivité par rapport aux entreprises nationales, ce qui mine également les économies du Sud.

2. Le blanchiment d'argent. Les centres off-shore offrent un refuge sûr pour l'argent de la corruption politique, pour toutes les formes de commerce illégal, tel le trafic d'armes, le commerce de la drogue, des produits de contre-façon... Ils contribuent par là à répandre le crime organisé et facilitent la spoliation des budgets publics par des régimes et une élite corrompus. De ce fait, la criminalité augmente et l'instauration de processus transparents de comptabilité budgétaire dans les pays pauvres est freinée.

3. L'instabilité du système financier international. Le système off-shore a contribué à la multiplication des crises financières qui ont détruit des vies humaines dans les pays pauvres. L'instabilité monétaire et les rapides apports et retraits de capitaux des pays en développement font partie des caractéristiques des marchés financiers de ces dernières années. Suite aux récentes crises en Asie de l'Est, l'économie indonésienne, entre autres, s'est fortement contractée, et le nombre des pauvres a doublé pour atteindre le chiffre de 40 millions. Ailleurs la situation est semblable.

Le débat international au sujet des paradis fiscaux et des centres off-shore

Au cours des dernières années, un peu partout, les gouvernements se sont de plus en plus inquiétés des conséquences des centres off-shore. Et au plan international, différentes mesures ont été prises :

En Angleterre, les efforts du gouvernement pour empêcher que l'on recourt aux paradis fiscaux pour déclarer des profits moindres l'a mis en conflit avec de puissantes multinationales, qui menacent désormais de quitter le pays. Ce problème est sans doute une des raisons qui font que l'Angleterre est favorable à l'harmonisation fiscale au plan européen.

De son côté, l'OCDE a pris une initiative pour stopper le dumping fiscal. Elle fait également pression sur les centres off-shore pour qu'ils luttent contre le blanchiment d'argent et

la corruption à l'aide de normes, de recommandations et en établissant une liste noire – nuire éventuellement son image est un des points les plus sensibles d'un centre off-shore.

Finalement, le Forum pour la Stabilité Financière (FSF) de la Banque des Règlements Internationaux s'inquiète lui aussi de l'instabilité induite par les centres off-shore. Mais ses recommandations sont, hélas, faibles et insuffisantes.

Ces initiatives sont utiles jusqu'à un certain point, mais, et Oxfam le souligne, elles sont avant tout le reflet des préoccupations et des intérêts du Nord. De loin, elles n'attachent pas suffisamment d'attention aux problèmes de la pauvreté dans les pays pauvres, lesquels sont bien plus faibles pour contrecarrer l'impact de ces centres.

De plus, ces initiatives ne sont pas équilibrées. En effet, l'activité « off-shore » ne se limite pas aux petits Etats insulaires, elle est également pratiquée « on-shore » par des agents économiques aussi importants que la City de Londres ou New York. Mais les efforts de l'OCDE pour réagir face au dumping financier se sont traduits par des mesures sévères contre les paradis fiscaux des petits Etats, alors qu'une approche bien plus douce a été appliquée aux Etats membres qui le pratiquent. Si l'on prend des mesures pour fermer ces petits centres (p.ex. Sta. Lucia), dont l'activité financière représentait la seule possibilité économique de ces petits pays, il faudrait penser également à des soutiens, des provisions, qui leur permettent de transformer leur économie.

Ile Partie : Quelques réflexions sur les expériences suisses

Le cadre légal du système financier suisse

Le secret bancaire suisse est mondialement connu. Mais, en Suisse et en dehors, beaucoup de gens ignorent la réglementation fiscale particulière, grâce à laquelle le secret bancaire acquiert toute son importance : Selon le Code pénal suisse, l'évasion fiscale, à côté de la fraude fiscale, n'est pas un crime. La grave conséquence de cette acrobatie légale est que la Suisse n'offre aucune assistance légale aux autres pays en cas d'évasion fiscale. Il n'y a que ce cadre légal qui attire tant de fonds dans les banques suisses.

Quelques statistiques

Un tiers environ de tout le capital off-shore privé (appartenant à de riches individus) est détenu dans des banques suisses !

Les affaires financières privées sont très lucratives et avec peu de risques. Cette miraculeuse combinaison est contraire à la logique économique, où des dividendes élevés compensent des risques élevés.

Les affaires financières privées rapportent aux banques suisses les deux-tiers environ de leurs bénéfices nets (c'est le pot de miel du système financier suisse), alors que seul un tiers des banquiers suisses s'en occupent.

Comme le secteur financier est le secteur économique suisse le plus important, les politiciens et banquiers défendent ce système aussi âprement qu'ils le font..., et en s'appuyant étroitement les uns sur les autres !

Vous me demanderiez : A-t-on jamais pris de mesures pour changer ce cadre légal ?

Oui, on en a prises. Au milieu des années 1970, une importante banque, Crédit Suisse, a été impliquée dans un énorme scandale de fuite de capitaux (italiens)... En réaction, le Parti social démocratique – soutenu par des groupes du tiers-monde – a pris l'initiative de faire changer le cadre légal, en restreignant le secret bancaire, en cas d'évasion fiscale. Les banques ont évidemment réagi en utilisant d'énormes moyens financiers – et, malheureusement, avec succès... L'analyse des résultats du referendum a cependant montré que la majorité des votants ne souhaitaient pas un système qui permet la fuite des capitaux, mais ils ont voté contre la pénalisation de l'évasion fiscale à l'intérieur même du pays.

Toutefois, ce résultat, divers scandales et sans doute la pression internationale ont fait que, depuis la fin des années 1980, tout un éventail de nouvelles lois ont été votées :

la loi sur l'assistance légale internationale,

la loi contre le blanchiment de l'argent,

la loi anti-corruption, et la loi sur les casinos (moyen éventuel de blanchiment).

A cause de ces lois, le secret bancaire a été restreint, du moins dans tous les cas de transactions illégales ou de crimes, cas pour lesquels la Suisse offre désormais son assistance légale à tout pays. Ces lois offrent de nouvelles possibilités aux pays en développement, notamment pour récupérer des richesses volées et pour combattre les crimes. Ainsi, grâce à la nouvelle loi sur le blanchiment, quelque 650 millions de dollars volés par le dictateur Abacha ont pu être récupérés, et l'on a pu découvrir d'autres comptes d'Abacha au Lichtenstein, au Luxembourg et en Angleterre. Concernant Mobutu, parce que ladite loi n'existait pas encore, on n'a pu bloquer que 6 millions de francs suisses.

Ceci à propos des changements positifs. Mais il reste au moins autant de problèmes à résoudre.

Les problèmes

Les pays pauvres ont plus de difficulté pour utiliser l'assistance légale offerte par la Suisse, que les pays riches.

Le débat actuel sur le secret bancaire et l'harmonisation fiscale – débat provoqué par les pressions de l'U.E. et de l'OCDE – montre que des financiers et des politiciens utilisent de plus en plus ces quelques lois pour légitimer le principe suisse de respecter une sphère privée en matière financière, à laquelle tout homme aurait droit. Dans ce contexte, il est de plus en plus difficile de critiquer ce principe, qui est garanti par la distinction – de bon droit ou non – entre évasion fiscale légale, d'une part, et crime, de l'autre... Il est cependant intéressant de constater avec quelle énergie la Suisse défend son système fiscal. Cela prouve que la communauté internationale accepte de plus en plus difficilement le système financier suisse, même si les critiques internes sont quasi ignorées.

Autre problème : comment un banquier peut-il distinguer entre des richesses dues à l'évasion fiscale et de l'argent qui proviendrait de sources ou de transactions illégales ? Ce problème est difficile sinon impossible à résoudre.

L'application du Code pénal n'est pas automatique : même dans le meilleur des cas, la meilleure des lois ne permet de découvrir que la sommet de l'iceberg ; et tout le reste est légalisé par le système même. Il faut donc mettre l'accent sur des mesures préventives : des normes et des recommandations internationales, ainsi que l'assistance internationale dans les processus de réforme.

Finalement, une loi n'est efficace que s'il y a une volonté politique pour l'appliquer. Les banquiers et les bureaucrates suisses suivent, hélas, une tradition défensive : agis le plus tard possible, et fais le moins possible. Cette tradition, qui perdure depuis la Seconde Guerre mondiale, semble aussi être la stratégie suivie par la Suisse dans le débat sur le secret bancaire. Etant donné que ces attitudes défensives sont également le fait des autorités de supervision, nous devons y réfléchir à deux fois, lorsque nous parlons de contrôle démocratique des institutions financières.

Conclusions et revendications

1. Etant donné que nuire éventuellement à leur image est un des points les plus vulnérables des centres off-shore, il est important de suivre des stratégies qui consistent à « nommer et dénoncer » à l'aide de campagnes et de sensibilisation des médias, en cas de fraudes ou de scandales, en étant le plus concret possible.

2. A en juger par notre expérience, l'Etat / le gouvernement ne sont pas les meilleures garanties d'un contrôle démocratique des institutions financières, à cause des intérêts mêlés. Nous devons donc interpeller les gouvernements pour qu'ils rendent des comptes en matière de transparence et de responsabilité – p.ex. dans quelle mesure ils utilisent les possibilités du cadre légal existant en faveur des intérêts des pays du Sud.

Nos diverses activités nous ont rendu particulièrement sensibles à deux revendications fondamentales de la part de ces pays :

- Des normes et des conventions internationales pour une assistance légale faciliteraient beaucoup le recouvrement et le rapatriement des fonds volés aux pays du Sud. Elles

permettraient de lutter contre la fuite des capitaux, à condition que l'assistance légale soit étendue aux cas d'évasion fiscale.

- Etant donné qu'il y a un lien entre fuite des capitaux / fonds volés et le problème de la dette, l'annulation des dettes illégitimes doit être abordée.